

## **GE\_GERICHTE A/1912/2021 vom 31. August 2021**

GE Cour de justice, 2021-08-31, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_A\\_1912\\_2021](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_A_1912_2021)

FR: GE\_GERICHTE A/1912/2021 du 31 août 2021

IT: GE\_GERICHTE A/1912/2021 del 31 agosto 2021

### **Volltext**

Genève Cour de justice (Cour de droit public) Chambre des assurances sociales 31.08.2021  
A/1912/2021

A/1912/2021 ATAS/893/2021 du 31.08.2021 ( AI ) , IRRECEVABLE République et canton de Genève POUVOIR JUDICIAIRE A/1912/2021 ATAS/893/2021 COUR DE JUSTICE  
Chambre des assurances sociales Arrêt du 31 août 2021 15<sup>ème</sup> Chambre En la cause  
Monsieur A\_\_\_\_\_, domicilié p.a. Poste restante, à GENÈVE recourant contre OFFICE DE  
L'ASSURANCE-INVALIDITÉ DU CANTON DE GENÈVE, sis Service juridique, rue des  
Gares 12, GENÈVE intimé ATTENDU EN FAIT A. Monsieur A\_\_\_\_\_, (ci-après : le  
recourant) a adressé par pli du 3 juin 2021 un recours à la chambre des assurances sociales  
de la Cour de justice (ci-après : CJCAS) contre un projet de décision de l'office de  
l'assurance-invalidité du canton de Genève (ci-après : OAI) du 9 avril 2021. B. L'OAI a  
répondu le 14 juin 2021 que le recourant ne pouvait pas recourir contre un projet de  
décision, aucune décision n'ayant été rendue à ce stade, de sorte qu'il concluait à  
l'irrecevabilité du recours du 3 juin 2021. C. Par courrier du 5 juillet 2021, le recourant  
a contesté les conclusions de l'OAI et produit une pièce médicale dont il sollicite la prise en  
compte par la chambre de céans. CONSIDERANT EN DROIT 1. Conformément à  
l'art. 134 al. 1 let. a ch. 5 de la loi sur l'organisation judiciaire, du 26 septembre 2010 (LOJ  
- E 2 05), la chambre des assurances sociales de la Cour de justice connaît en instance  
unique des contestations prévues à l'art. 56 de la loi fédérale sur la partie générale du droit  
des assurances sociales, du 6 octobre 2000 (LPGA - RS 830.1) relatives à la loi fédérale sur  
l'assurance-accidents, du 20 mars 1981 (LAA - RS 832.20). La compétence pour juger du  
cas d'espèce est ainsi établie. 2. L'art. 52 al. 1 LPGA prévoit cependant qu'avant d'être  
soumises à la chambre de céans, les décisions d'un assureur doivent être attaquées dans les  
trente jours par voie d'opposition auprès de l'assureur qui les a rendues. 3. En l'espèce,  
l'OAI n'a pas encore rendu sa décision mais uniquement un projet de décision auquel le  
recourant a manifesté son intention de s'opposer en produisant une pièce médicale. Le  
recours est par conséquent prématuré et doit être déclaré irrecevable. 4. Selon l'art. 11  
al. 3 de la loi sur la procédure administrative, du 12 septembre 1985 (LPA - E 5 10), si  
l'autorité décline sa compétence, elle transmet d'office l'affaire à l'autorité compétente et en  
avise les parties. En l'occurrence, le recours interjeté par l'assuré doit être transmis à l'intimé  
comme objet de sa compétence. Il sera renoncé à la perception d'un émolument. \* \* \* \* \*  
PAR CES MOTIFS, LA CHAMBRE DES ASSURANCES SOCIALES : Statuant 1.  
Déclare le recours irrecevable. 2. Le transmet à l'intimé comme objet de sa compétence.  
3. Il est renoncé à la perception d'un émolument. 4. Informe les parties de ce  
qu'elles peuvent former recours contre le présent arrêt dans un délai de 30 jours dès sa  
notification auprès du Tribunal fédéral (Schweizerhofquai 6, 6004 LUCERNE), par la voie  
du recours en matière de droit public, conformément aux art. 82 ss de la loi fédérale sur le  
Tribunal fédéral, du 17 juin 2005 (LTF - RS 173.110) ; le mémoire de recours doit indiquer

les conclusions, motifs et moyens de preuve et porter la signature du recourant ou de son mandataire ; il doit être adressé au Tribunal fédéral par voie postale ou par voie électronique aux conditions de l'art. 42 LTF. Le présent arrêt et les pièces en possession du recourant, invoquées comme moyens de preuve, doivent être joints à l'envoi. La greffière Marie NIERMARÉCHAL La présidente Marine WYSSENBACH Une copie conforme du présent arrêt est notifiée aux parties ainsi qu'à l'Office fédéral des assurances sociales par le greffe le

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.